

## Les subsides

des estimations provisoires sera de l'ordre d'un milliard de dollars. Mais il ne suffit pas de lancer un chiffre en l'air pour faire disparaître le problème. Loin de là.

L'agriculture canadienne englobe plusieurs productions, plusieurs régions agricoles et plusieurs conditions différentes. Au fait, c'est l'un des secteurs les plus diversifiés que l'on puisse imaginer. C'est pourquoi nous devons faire preuve d'imagination si nous voulons que nos programmes soient efficaces.

Monsieur le Président, nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, nos agriculteurs et nos agricultrices sont aux prises avec un problème d'envergure nationale et cela exige une solution équitable à l'échelle nationale. Le ministre de l'Agriculture tient présentement une série de consultations avec les dirigeants des principales organisations agricoles du pays. Il fait de même avec ses homologues des provinces. Personnellement, j'entreprendrai mes agriculteurs et mes agricultrices d'Argenteuil—Papineau sur l'avenir de la ferme familiale dans les semaines qui viennent. Offrir une aide équitable et efficace ne se fait pas du jour au lendemain, et le ministre de l'Agriculture est prêt à consacrer un peu plus de temps pour rencontrer en consultation les principaux intéressés avant d'agir. Il veut offrir le meilleur programme possible et nous partageons son point de vue à ce sujet.

Monsieur le Président, notre engagement est clair. Nous interviendrons pour aider les agriculteurs et nous le ferons le plus rapidement possible. Nous ne réduirons pas les programmes déjà existants afin de fournir cette aide supplémentaire. Nous fournirons cette aide sans déborder notre cadre fiscal et cette aide s'ajoutera aux fonds déjà affectés à l'agriculture canadienne. L'aboutissement de ce processus sera un programme national équitable qui donnera aux agriculteurs et aux agricultrices l'aide dont ils ont tant besoin. C'est à ce type d'interventions que faisait allusion le gouvernement dans le discours du Trône lorsqu'il s'engageait à ne rien épargner pour venir en aide aux agriculteurs canadiens. Nos agriculteurs se rendent compte que nous les appuyons. Nous l'avons toujours fait dans le passé et nous continuerons à le faire.

[Traduction]

**M. McDermid:** Monsieur le Président, je félicite la députée pour son excellent discours. Je crois qu'elle a fait clairement ressortir une fois de plus que le gouvernement est le défenseur de l'agriculture et qu'il connaît parfaitement bien ce secteur. Notre caucus compte beaucoup de membres actifs en agriculture et ceux-ci représentent bien le gouvernement.

• (1630)

Je voudrais faire remarquer à la Chambre que lorsque j'ai demandé au leader du Parti libéral à la Chambre de me communiquer la politique de son parti en matière de commerce, ce que l'on m'a transmis...

**Des voix:** Règlement.

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Oberle:** Il peut faire un commentaire.

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député commente un discours prononcé avant le discours de la députée qui a pris la parole en dernier. J'espère qu'il limitera ses commentaires à la dernière intervention.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, je croyais que cette période était consacrée aux questions et commentaires.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le secrétaire parlementaire peut-il se rasseoir, s'il vous plaît? Il sait, je crois, que lorsqu'il prend la parole pour une question ou un commentaire, son intervention doit porter sur le dernier discours prononcé et non pas sur un discours antérieur. J'espère que les députés prendront bien note de cette mise au point.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, est-ce que mon collègue pense que la politique commerciale du Parti libéral peut être présentée sous forme de brochure contenant la «transcription d'un discours télévisé du très honorable John N. Turner sur la négociation d'un accord de libre-échange par le gouvernement Mulroney», datée à Ottawa, le 16 juin 1986, et dans lequel on critique le gouvernement mais où il n'y a pas un mot de la politique sensée être la politique du Parti libéral sur le libre-échange? Est-ce que le député croit que la population canadienne est aussi facile à duper?

[Français]

**Mme Bourgault:** Monsieur le Président, il est bien évident que je ne peux pas avoir d'idée sur la politique libérale en matière de commerce extérieur, puisqu'ils n'en ont pas.

Alors, il est bien évident que la question de mon honorable ami est très pertinente, puisque, actuellement, nous sommes en face d'une motion de l'opposition qui dit: Que le gouvernement n'a rien fait pour régler le problème. Je vais m'en tenir au paragraphe 3, monsieur le Président, puisqu'il a été l'objet de mon discours, relativement au *US Farm Bill*.

Le gouvernement a réagi d'une manière très grave, et je peux vous dire que, par exemple, nos céréaliculteurs canadiens ont été affectés par l'abaissement des cours mondiaux entraînés par la politique de la CEE alors que les producteurs de la CEE en ont été protégés par des subventions.

Monsieur le Président, le Canada ne peut aller dire au Parlement européen quoi faire. Le Canada ne peut pas intervenir puisque l'agriculture ne faisait pas partie du GATT.

Alors, j'aimerais connaître... puisqu'il est bien évident depuis que nous sommes au pouvoir, monsieur le Président, que, de l'autre côté de la Chambre, on critique le gouvernement mais, par contre, c'est facile de critiquer l'autre parti quand on n'a rien à dire. Quelle sorte de politique ont-ils en matière commerciale? Nous ne le savons pas.

Le député qui est le député en charge pour le parti libéral des négociations sur le libre-échange a une position complètement différente de celle de son chef et chacun des députés de l'Opposition officielle qui se lève à la Chambre a une opinion différente. Alors je ne peux pas avoir d'idée sur ce qu'ils pensent parce qu'ils n'en ont pas.

[Traduction]

**M. Althouse:** Monsieur le Président, la députée a laissé entendre que le gouvernement conservateur reconnaît que la nouvelle loi agricole des États-Unis nuit aux producteurs canadiens de céréales. Selon les syndicats du blé des Prairies, les pertes s'élèveront à 2 milliards de dollars pour le blé et l'orge, à